

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 5 FEVRIER 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

PLAN BARRE DES DISCOURS POUR LES TRAVAILLEURS DE L'ARGENT POUR LES RICHES!

Le premier ministre, Raymond Barre, vient de présenter un bilan, selon lui satisfaisant, des premiers résultats de son plan "de lutte contre l'inflation". Il affirme que depuis septembre, tout s'est déroulé comme il l'avait prévu : ralentissement de la hausse des prix, fermeté du franc, réduction du déficit du commerce extérieur, et stabilité en ce qui concerne le nombre de chômeurs. Autrement dit : encore un petit effort, et vous verrez, tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Il est certes bien tôt pour se prononcer : ce n'est pas un léger répit au sein d'une crise qui concerne l'ensemble du système capitaliste qui signifie que cette crise est résolue. Ni même que le plan Barre atteindra les objectifs prévus à plus long terme. Mais il importe pour le gouvernement de chanter victoire dès maintenant : nous sommes à un mois des municipales.

Quoi qu'il en soit, la réalisation du plan Barre, cela signifie une aggravation de la situation pour les travailleurs. Car ne l'oublions pas, Barre a ouvertement affirmé que le redressement ne se ferait qu'en "freinant la progression du pouvoir d'achat". Il faut donc s'attendre à ce que les salaires ne suivent pas la hausse des prix, qui se poursuit allègrement (à nouveau l'essence à la mi-février !). Par ailleurs, le chômage est loin de diminuer : en France, USINOR prévoit 4 000 licenciements, la SNIAS (aéronautique) doit également réduire ses effectifs. Le tout avec le soutien de Barre : c'est ce qu'il appelle "assainir la gestion".

Alors, les capitalistes peuvent se frotter les mains : Barre travaille pour eux, et la réussite de son plan signifie davantage de profits. Mais pour les travailleurs, le succès du plan Barre signifie une aggravation de leurs conditions d'existence. Et cela se ressentira encore plus ici aux Antilles, où la situation est déjà catastrophique. Voilà pourquoi les travailleurs ont tout à craindre de "l'optimisme" de Barre, et doivent se préparer à lutter pour ne pas faire les frais de la crise.

GUADELOUPE

Lycée technique de Baimbridge : il faut amplifier l'action entamée...

La situation créée au lycée technique et C.E.T. annexé de Baimbridge par les problèmes d'emploi du temps et de sécurité à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement, est loin de trouver une issue. Si avec l'aide de certains professeurs les emplois du temps ont pu être remaniés et pas toujours dans un sens favorable pour les élèves et les enseignants, les problèmes d'une extrême gravité, mettant en danger la vie des élèves, demeurent. C'est ainsi qu'au cours d'une de ses visites aux ateliers où travaillent les sections industrielles, l'un des responsables du bureau Véritas aurait déclaré que ces ateliers devraient normalement fermer dans l'état où se trouve l'installation électrique. En effet, dans un lieu où sont entreposées des machines fonctionnant avec du 380 volts, il n'existe aucun dispositif de coupe-circuit en cas de danger. En outre, il semblerait que les normes mêmes d'installation électrique en vigueur dans de tels établissements, n'ont pas été respectées lors du montage. Suite à ce rapport, l'administration aurait l'intention d'y porter remède. Mais personne ne peut dire dans l'immédiat, quand seront prises les dis-

positions nécessaires pour mettre un terme à ce scandale. En attendant, élèves et professeurs continuent à travailler dans l'insécurité la plus totale.

Quant à la sécurité à l'extérieur, elle est liée essentiellement à la circulation intense qu'il y a à la sortie de la cité scolaire de Baimbridge. En effet, tout juste devant les deux lycées de Baimbridge, passe la route de dégagement qui conduit vers les Abymes. Depuis quelques jours, le nouveau tronçon qui va du carrefour de Baimbridge aux Abymes, a été ouvert au public et le trafic est donc intensifié, aggravant ainsi les risques d'accident aux heures d'entrée et de sortie. Et c'est vraiment un miracle s'il n'y a pas encore eu cette année un accident mortel.

C'est donc pour protester contre tout cela que les élèves ont décidé de s'organiser. Déjà ils ont tenu plusieurs assemblées générales et observé une journée d'action le jeudi 27 janvier.

Mais pour contraindre l'administration responsable à prendre les mesures qui s'imposent, il faudra beaucoup plus. Il faudra notamment que les parents et les enseignants se joignent aux élèves.

MARTINIQUE

JOSMAR CONDAMNÉ

Le mardi 1er février, on rendait le verdict de l'affaire Josmar en appel.

Rappelons que Josmar est le policier accusé d'avoir frappé d'un coup de rasoir Félix Relautte, militant du G.R.S. à l'issue d'une marche pacifique sur FR3 Martinique.

Suspendu par ses supérieurs, Josmar a été relaxé au bénéfice du doute lors du premier procès à Fort-de-France. Il y eut de nombreuses manifestations de protestations à la suite de cette parodie de justice.

En appel Josmar défendu par Valère et Valcin, prétendit encore une fois n'avoir eu qu'un feutre en main.

Mais il fut tout de même condamné à trois mois de prison avec sursis et mille francs d'amende. Il y a bien sûr là un recul de la justice coloniale. Mais l'on retiendra tout de même que blesser quelqu'un d'un coup de rasoir, ne coûte pas cher à un flic.

MARTINIQUE

école d'infirmiers : la grève continue

La grève à l'école d'infirmiers se poursuit. Elle a comme cause le renvoi de deux élèves accusés de "faute professionnelle et d'agressivité".

Durant la journée du lundi 31, un nouvel élément est apparu, à savoir la fermeture de l'école par la direction du centre. Il semble que celle-ci ne veuille pas céder sur le renvoi des élèves.

En tout cas, la grève se poursuit : elle a été marquée par l'occupation de l'école par les élèves et par un défilé massif à Fort-de-France des élèves, rejoints par ceux de Trinité.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

8^{ème} supplément au mensuel n° 70

TROIS-RIVIERES-GOURBEYRE :

UNE FAUSSE ALERTE PROVOQUE UN DEBUT DE PANIQUE

Au flash de 17 H, le 3 février, la speakerine de FR3 Guadeloupe a fait une communication insolite adressée aux habitants de Trois-Rivières et de Gourbeyre.

Un court-circuit a déclenché une sirène d'alarme, ce qui a provoqué un début de panique dans la région.

On demandait à la population d'être rassurée car ce signal n'avait rien à voir avec la situation du volcan (sic).

Cette fausse alerte met en lumière deux choses.

Premièrement, au stade actuel, le système d'alarme par sirène qui est le seul proposé par l'administration préfectorale n'est pas entièrement fiable. Autant un court-circuit l'a mis en route à tort, autant un court-circuit ou autre incident technique peut l'empêcher

de fonctionner en cas d'alerte réelle.

Deuxièmement, rien n'est fait au niveau de l'information de la population, des mesures précises à prendre ; rejoindre quels cars ? pour aller où ?

S'il y avait une alerte, la panique serait complète et l'évacuation se ferait dans des conditions peut-être pires que la première fois.

En août 76, le gouvernement a tablé sur un soi-disant effet de surprise. Cette fois-ci il est bien clair pour tout le monde qu'il refuse de prendre des mesures réelles au mépris des risques qui demeurent.

La seule issue, pour la population, est de s'organiser pour le contraindre à prendre ces mesures indispensables.

Communiqué

COMMUNIQUE DU COMITE DE GREVE
DES ELEVES DE L'ECOLE D'INFIRMIERS
DE FORT-DE-FRANCE.

En grève depuis le 25 janvier 1977, les élèves infirmiers nous demandent de publier le communiqué suivant :

"Face à nos justes revendications, concernant la réintégration de nos deux camarades et une formation correcte, la direction de l'école et du centre hospitalier n'ont trouvé qu'une seule réponse : la fermeture de l'école d'infirmiers de Fort-de-France de manière anonyme.

Nous considérons cela comme une véridique provocation, car ainsi on veut nous jeter à la rue sans préavis et sans autre forme de procès.

Nous ne nous laisserons pas intimider et déclarons qu'à partir d'aujourd'hui le 1er février nous occuperons l'école, qui est la nôtre d'ailleurs.

Nous avons le soutien des élèves de l'école d'infirmiers de Trinité qui ont défilé dans les rues de Fort-de-France ce matin avec nous."

CAPESTERRE

Pour voter communiste

Votez Combat Ouvrier

Votez Daniel BASTIDE

LE CAPITALISME EN QUÊTE

DE MARCHÉS UTILISE

LES ANTILLES-GUYANE

La campagne pour les élections cantonales partielles de Capesterre s'achève. Pendant quinze jours, 8 candidats seront venus solliciter les suffrages de la population de cette commune. Comme d'habitude, les promesses les plus démagogiques ont été faites : tel candidat promettant la construction d'un port, tel autre une réforme fiscale. Le fait marquant de cette campagne aura été sans conteste la division créée au sein de la section communiste de Capesterre à la suite de la démission du PCG de Delacroix 1er adjoint faisant fonction de maire. Cette division n'a pas manqué de provoquer chez nombre de travailleurs de la région écoeurement et découragement. Ecoeurement d'autant plus grand qu'ils sont dans l'incapacité de comprendre vraiment ce qui sépare Delacroix le Céleste, candidat officiel du Parti communiste. En réalité rien ne les sépare dans le fond, si ce n'est leur ambition personnelle respective.

En outre, l'inquiétude est grande parmi les travailleurs. Ils craignent que du fait de cette division, la droite ne se renforce et ne s'empare de la commune. Ce qui pourrait rendre plus difficiles leurs luttes à Capesterre. Mais nous pensons que ce danger les travailleurs peuvent l'écarter. Que leur écoeurement ne se traduise pas par un renforcement de la droite ou de candidats qui n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier.

Ceux qui pensent communiste, ceux qui ont toujours cru qu'en soutenant ou en votant pour le candidat du PCG ils soutenaient leur propre lutte, tous ceux-là ont la possibilité de voter communiste dimanche 6 Février - en votant pour

le candidat de Combat Ouvrier :
DANIEL BASTIDE .

Pour le second tour, s'il y en a un, nous appellerons à voter avec l'ensemble des travailleurs qui ont toujours voté communiste pour le candidat de gauche le mieux placé.

Nous soumettrons notre soutien à une seule condition : voir respecter pour les municipales (qui suivront de près les cantonales) un esprit démocratique entre tous les candidats qui se proclament de gauche.

Car il y a une possibilité, après ces cantonales, de savoir le pourcentage de voix que représente chaque candidat. Nous soumettrons à l'ensemble des travailleurs la proposition qu'au deuxième ou même au premier tour des municipales, une liste représentant proportionnellement les différents courants de gauche soit constituée.

Pour que cette possibilité soit une certitude, les travailleurs ont intérêt à renforcer au maximum notre courant dans ces élections. Car nous serons alors la garantie que cette démocratie sera respectée. Nous oeuvrerons alors pour que tous les courants de gauche soient représentés au sein de la municipalité de Capesterre.

Au premier tour des cantonales, le 6 février :

- Pour voter communiste
- Pour préserver la possibilité d'une municipalité démocratique

VOTEZ COMBAT OUVRIER !

VOTEZ DANIEL BASTIDE !

Parallèlement à la conférence "top-secret" des différents ambassadeurs de France, des pays de la zone caraïbe et Amérique, se tenait une réunion des conseillers commerciaux de la Caraïbe. Ceux-ci sont des fonctionnaires du gouvernement français, dans la zone caraïbe, chargés de veiller aux échanges commerciaux de la France avec ces pays.

Ces deux conférences tournaient en réalité autour du même problème. En effet, il s'agit pour le gouvernement français d'utiliser les Antilles et la Guyane comme plaques tournantes ou comme relais pour les exportations de la France et du Marché Commun vers les pays de la Caraïbe et de l'Amérique. La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, sont donc considérés comme des lieux de transit particulièrement favorables pour la production des capitalistes français et européens en général.

Dans la crise économique qui sévit actuellement, les capitalistes français savent pouvoir compter sur l'appui du gouvernement pour les aider à trouver de nouveaux marchés. Et dans ce cas, les DOM français représentent un atout certain pour la bourgeoisie, dans une situation où aucune position n'est à négliger.

Bien sûr, on a essayé de nous présenter ces projets, de même que celui de créer un port industriel à Fort-de-France, comme une opération de promotion des "DOM". Mais on voit bien qu'il n'en est rien et que le gouvernement colonial français ne se soucie naturellement que de l'intérêt de ses propres capitalistes.

Mais il faut protéger les profits des patrons et penser à leur sécurité ! C'était donc là l'objet de la conférence des ambassadeurs qui se tenait en même temps que celle des spécialistes économiques.